



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES HAUTS-DE-SEINE

Arrêté DRE n° 2013-102 du 5 juillet 2013 mettant en demeure la société LABO-SERVICES de respecter dans un délai de 3 mois les conditions d'exploitation qui lui sont imposées, en application de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 en installant les dispositifs de protection contre la foudre et en mettant en place les mesures de prévention préconisées par l'étude technique foudre réalisée le 16 février 2010 concernant les installations classées pour la protection de l'environnement situées au 18, route du bassin n°6 à Gennevilliers.



LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu le Code de l'environnement, partie législative, et notamment ses articles L.511-1 et L.514-1,

Vu l'arrêté du 26 novembre 2003 autorisant la société LABO SERVICES à exploiter au 18, route du bassin n°6 à GENEVILLIERS un centre de tri et de traitement de déchets dangereux.

Vu l'arrêté du 23 août 2012 actualisant le classement et modifiant les conditions d'exploitation du centre de tri et de traitement de déchets dangereux de la société LABO SERVICE située au 18, route du bassin n°6 à GENNEVILLIERS.

Vu le rapport de Monsieur le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie en Ile-de-France en date du 25 juin 2013 qui a constaté, au cours d'une visite d'inspection réalisée le 13 juin 2013, l'existence de 5 non-conformités dont 1 notable, à savoir :

Non-conformité notable 1 :

- contrairement à l'article 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, l'exploitant n'a ni installé les dispositifs de protection ni mis en place les mesures de prévention préconisées par l'étude technique foudre, dans les deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre alors même que cette étude a été réalisée le 16 février 2010

et a proposé au regard des manquements constatés, de mettre en demeure la société LABO-SERVICES de respecter dans un délai de 3 mois les conditions imposées par l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 ci-dessus visé, en application de l'article L.514-1 du code de l'environnement,

Considérant que les enjeux fixés en termes de sécurité et de prévention du risque foudre en particulier pour des installations présentent un risque qui ne peut être totalement exclus et qu'il y a lieu, au regard des intérêts protégés par l'article L.511.1 du code de l'environnement, de prendre à l'encontre de cette société un arrêté de mise en demeure afin d'assurer le respect de la réglementation en vigueur,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général,

ADRESSE POSTALE : 167-177, avenue Joliot Curie – 92013 Nanterre Cedex

SERVEUR VOCAL INTERACTIF : 0821.80.30.92 / TELECOPIE : 01.47.25.21.21 / COURRIEL : courrier@hauts-de-seine.gouv.fr

STANDARD 01 40 97 20 00 ADRESSE INTERNET : <http://www.hauts-de-seine.pref.gouv.fr>

ARRETE

ARTICLE 1 :

La société LABO-SERVICES, représentée par M. Noël RECHER Directeur, dont le siège social est Route de la Centrale 69700 GIVORS, est mise en demeure, à compter de la notification du présent arrêté, pour l'exploitation située au 18, route du bassin n°6 à Gennevilliers, **de respecter dans un délai de 3 mois**, les conditions d'exploitation imposées, en application de l'article L. 514-1 du code de l'environnement, à savoir :

- l'article 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 en installant les dispositifs de protection contre la foudre et en mettant en place les mesures de prévention préconisées par l'étude technique foudre réalisée le 16 février 2010.

ARTICLE 2 :

Faute de respecter cette mise en demeure, il pourra être fait application des autres mesures prévues à l'article L. 514-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 :

VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Recours contentieux :

En application de l'article L514-6 et R 514-3-1 du Code de l'Environnement, le demandeur ou un tiers a la possibilité dans un délai de deux mois suivant la notification de la présente décision, d'effectuer un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise 2/4, boulevard de l'Hautil BP 30322 95027 CERGY-PONTOISE Cedex.

Recours non contentieux :

Dans le même délai de deux mois, le demandeur a la possibilité d'effectuer :

- soit un recours gracieux devant l'autorité qui a signé la présente décision : Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine 167, avenue Joliot-Curie 92013 Nanterre Cedex.
- soit un recours hiérarchique auprès de Monsieur le Ministre de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie, Grande Arche – Tour Pascal A et B – 92055 – La DEFENSE Cedex.

Le silence gardé par l'administration sur un recours gracieux ou hiérarchique pendant plus de deux mois à compter de la date de réception de ce recours fera naître une décision implicite de rejet qu'il sera possible de contester devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise.

ARTICLE 4 :

Une ampliation dudit arrêté sera affichée :

- d'une part, de façon visible et permanente dans l'établissement présentement réglementé, par le responsable de la société LABO-SERVICES.
- d'autre part, à la Mairie de Gennevilliers au lieu accoutumé, pendant une durée minimale d'un mois.

Un extrait sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Hauts de Seine.

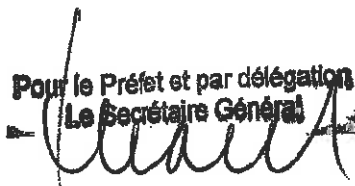
ARTICLE 5 :

Monsieur le Secrétaire Général,
Monsieur le Maire de Gennevilliers,
Monsieur le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie en Ile-de-France, Monsieur l'Inspecteur Général, Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nanterre, le - 5 JUIL. 2013

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général



Didier MONTCHAMP

